

Chères amies,
Chers amis,

Une fois n'est pas coutume mais je vais vous raconter l'histoire d'Aminata.

Aminata est vendeuse de fruits dans les rues de Ouagadougou. Il y a 10 jours, elle a fait une crise aigüe de Malaria, ce qui l'a empêchée de travailler pendant 4 jours. Après la naissance de son premier enfant, elle n'a pas pu travailler pendant plusieurs semaines. Son mari, travaillant lui aussi dans le secteur informel, a été victime d'un accident du travail qui l'a cloué au lit pendant 2 mois. Enfin, sa maman est trop âgée et usée pour continuer à travailler.

Le point commun entre ces différentes situations est qu'Aminata, ou son mari, ou sa maman, ne touche aucun revenu pour faire face à ces aléas de la vie. Pendant ces périodes, la vie est donc très difficile pour tous les travailleurs du secteur informel au Burkina Faso. Ces situations sont malheureusement partagées par près de $\frac{3}{4}$ de la population mondiale.

La Protection Sociale est la réponse qui s'impose. Elle consiste à assurer un revenu décent permettant de faire face à ce genre de situation.

En Belgique, nous devons être fiers de notre système de Protection Sociale. Nous devons aussi le préserver à tout prix.

Cette Protection Sociale a été obtenue en Belgique de haute lutte. L'action des mouvements sociaux, syndicats et mutuelles en tête, a permis de grandes avancées en la matière. La dernière Campagne de Solidarité Mondiale nous l'a bien rappelé.

Sans vouloir faire un simple « copié-collé » de notre histoire sur la situation africaine, nous restons persuadés que le développement d'une Protection Sociale accessible et de qualité ne peut se faire sans une action efficace et coordonnée des mouvements sociaux. Les sections syndicales de base nous semblent être le bon lieu pour démarrer une lutte en faveur d'une Protection Sociale pour tous.

Les syndicats sont en mesure de mener un plaidoyer à destination des pouvoirs publics et des employeurs. Les premiers devraient créer un cadre juridique pour cette Protection Sociale ainsi que veiller à son financement structurel. Les seconds devraient déclarer leurs travailleurs notamment en les inscrivant à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale. Pour les premiers et les seconds, les syndicats sont de véritables interlocuteurs et devraient être considérés comme tels.

Là où les syndicats sont illégitimes, faibles et non représentatifs, le développement est plus lent et plus incomplet pour les populations qui devraient en bénéficier. Et ce n'est pas moi seul qui le dit ... l'OIT le clame haut et fort depuis des années.

Envisager le développement de la Protection Sociale implique inévitablement de poser la question de son financement. La mise en place de prélèvements obligatoires via notamment une fiscalité juste et complète semble être la voie à privilégier. Sans la contribution juste de la majorité de la population et des acteurs économiques, la redistribution des revenus via le système de Protection Sociale restera inopérante et la Justice Sociale, incomplète.

Développer une Protection Sociale universelle digne de ce nom répond également à un besoin urgent de rééquilibrage des forces actives à travers le monde. Depuis quelques

décennies, le capital ne cesse de prendre l'ascendant sur le travail. Les rapports de force mondiaux glissent de plus en plus de la force du travail vers la force du capital. Les inégalités de répartitions des revenus n'ont jamais été aussi importantes : l'année prochaine, 1% de la population mondiale détiendra un patrimoine supérieur à celui des 99% restants ... (étude OXFAM)

Or, ce qui permet à la force du capital, c'est-à-dire les employeurs, de maintenir cette situation inégale, c'est notamment le fait qu'en cas de perte d'emploi ou d'incapacité de travail, les $\frac{3}{4}$ des travailleurs du monde entier se retrouvent sans revenus. Nous pouvons dès lors aisément prédire l'attitude des travailleurs : ils vont accepter n'importe quelles conditions de travail, ils ne pourront pas négocier des salaires suffisamment décents et ils viendront au travail malades et éventuellement contagieux ... Cette pression qui limite la marge de manœuvre des travailleurs ne pourrait être atténuée, voire levée, que si ces travailleurs savent qu'ils percevront un revenu de remplacement en cas de coup dur. Ce chantage est d'autant plus important que le taux de chômage est élevé. Rappelons quand même que c'est grâce à notre Sécu que nous avons pu supporter les crises financières, économiques et sociales auxquelles nous faisons face depuis quelques années ...

C'est ainsi que la CSC Liège Huy Waremme, dans le cadre de son partenariat au Burkina Faso et en collaboration avec Solidarité Mondiale, veille à soutenir la Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina dans ses démarches et projets en faveur du développement d'une Protection Sociale accessible et de qualité pour les travailleuses et travailleurs du secteur informel.

La Protection Sociale à travers le monde est un enjeu majeur de notre époque. La campagne présentée à cette table ronde revêt dès lors une importance capitale.

Je vous invite à vous en rendre compte en visitant les différents stands prévus lors de cette journée.

Avant de terminer, j'aimerais prendre le temps de d'ores et déjà remercier la Mutualité Chrétienne et Solidarité Mondiale qui, avec nous, ont rendu possible cette journée.

Merci de votre attention ...